



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Sur-la-situation-en-Tunisie>

Sur la situation en Tunisie

- International -



Date de mise en ligne : mardi 11 janvier 2011

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

La persistance du mouvement protestataire pour la 2e semaine consécutive, l'extension de son aire géographique, en plus de la diversité de ses formes pacifiques, souligne la gravité de la crise sociale au plan national et de l'impasse à la quelle ont abouti les politiques de développement suivies jusqu'ici, et qui se sont avérées incapables de répondre aux aspirations légitimes de toutes les régions et de toutes les couches sociales, au développement intégral et à la répartition équitable de la richesse nationale.

L'Alliance pour la citoyenneté et l'égalité suit avec une profonde préoccupation les développements de la situation dans le pays sur fond de protestations populaires continues contre la détérioration des conditions de vie et l'accroissement du chômage dans le centre-ouest du pays, notamment chez les jeunes, et précisément parmi les diplômés de l'enseignement supérieur.

La persistance du mouvement protestataire pour la 2e semaine consécutive, l'extension de son aire géographique, en plus de la diversité de ses formes pacifiques, souligne la gravité de la crise sociale au plan national et de l'impasse à la quelle ont abouti les politiques de développement suivies jusqu'ici, et qui se sont avérées incapables de répondre aux aspirations légitimes de toutes les régions et de toutes les couches sociales, au développement intégral et à la répartition équitable de la richesse nationale.

Les forces de l'ordre ont, à maintes reprises, fait face aux protestations pacifiques, par la violence, allant jusqu'à l'utilisation de balles réelles, comme ce fut le cas à Menzel Bouzaïène, causant le décès d'un jeune et des blessures à d'autres, ce qui constitue un dérapage dangereux dans les rapports de l'Etat avec les citoyens.

Dans ces conditions difficiles, et devant la gravité des menaces qui pèsent sur le pays, la possibilité de la détérioration de la situation et l'absence de perspectives de solutions sérieuses et pratiques, susceptibles de relâcher la tension dans la rue et de redonner espoir aux jeunes en chômage notamment, l'Alliance pour la Citoyenneté et l'Egalité consciente de la responsabilité patriotique qui lui incombe, affirme ce qui suit :

1-Ce n'est pas par hasard que la crise s'est déclenchée dans le Gouvernorat qui connaît le taux de chômage des diplômés le plus élevé, et où de larges couches de la population ont longtemps souffert, et continuent à souffrir aujourd'hui encore, de la pauvreté et de la marginalisation, avec, de surcroît, un traitement hautain et humiliant qui leur est infligé par les représentants des autorités locales et régionales. Ce sont ces conditions réunies qui expliquent la tentative d'immolation par le feu du jeune Mohammed Bouazizi devant le siège du Gouvernorat, symbole du pouvoir, ainsi que l'explosion des sentiments de colère et leur extension.

2-L'évolution des événements qui ont fait suite à cet incident, à commencer par la répression policière des protestations populaires, le déni des revendications légitimes des citoyens de la région, le black out médiatique imposé à tous les moyens d'information officiels, tout cela a élevé le degré d'ébullition de la rue, et abouti au dérapage vers des affrontements violents dans certaines régions du gouvernorat de Sidi Bouzid et dans les gouvernorats voisins.

3-Ces événements ont montré l'ampleur de la crise politique dans le pays, en même temps que l'absence totale de conditions politiques à même de contenir les crises par l'écoute des revendications des citoyens et le dialogue avec la société civile et politique, tout comme ils ont montré que les structures et les institutions totalement soumises à l'hégémonie absolue du parti au pouvoir sont complètement déconnectées des préoccupations des citoyens, outre les suspicions de corruption et d'abus de pouvoir qui pèsent sur certains de leurs membres et responsables.

4-Les événements ont confirmé, à nouveau, la rupture totale entre les médias officiels et la réalité sociale. Ces médias se sont distingués, comme d'habitude, par la langue de bois, la justification systématique et la rétention préméditée de l'information -contribuant par là-même à aggraver la tension- et faisant l'écho aux tentatives du gouvernement de se défaire de ses obligations, de rendre compte de ses actes en rejetant la responsabilité sur des parties intérieures et extérieures.

5-La reconnaissance de la légitimité des revendications du mouvement protestataire à laquelle le pouvoir a été enfin contraint et l'annonce de budgets additionnels pour le financement de nouveaux projets de développement dans les régions intérieures sont arrivées tardivement et n'ont pas eu d'écho positif auprès des protestataires, ce qui dénote de l'ampleur de la crise de confiance à l'égard des promesses officielles.

6- Les événements ont également montré que la pensée unique, la monopolisation du pouvoir de décision et l'approche unilatérale des questions nationales ont mené le pays dans une impasse. Le seul moyen de s'en sortir est d'instaurer une véritable démocratie fondée sur le pluralisme, la participation, la redevabilité et la transparence, de nature à permettre à l'ensemble des parties prenantes et aux forces vives d'encadrer le mouvement social et l'effort de développement.

7- Le mouvement social et les revendications qu'il a exprimées ont confirmé le lien organique entre les revendications sociales et les revendications politiques, ce qui prouve la justesse et la pertinence des positions de l'Alliance pour la Citoyenneté et l'Egalité, qui pose les questions de la réforme politique, de la justice sociale et de la lutte contre la corruption comme une priorité nationale qui ne saurait être reportée.

8- Au vu de ce qui précède, l'Alliance pour la Citoyenneté et l'Egalité :

Exprime sa solidarité avec les mouvements de protestation initiés par de larges couches de la jeunesse dans les villes de l'Ouest du pays, et son appui total à leurs revendications légitimes ;

Demande l'ouverture immédiate d'une enquête indépendante en vue de délimiter les responsabilités de toutes les parties qui ont été à l'origine des derniers événements et leur escalade ; elle exige de prendre les mesures appropriées, en particulier l'arrêt immédiat du recours à la solution sécuritaire et la libération de tous les détenus ;

Réaffirme la nécessité urgente d'un dialogue national impliquant l'ensemble des forces politiques et sociales et des représentants du pouvoir, en vue d'identifier les causes profondes de ces crises sociales et d'aboutir à des solutions sérieuses, ce qui créera les conditions d'un environnement politique sain, ouvrant la voie à la transition démocratique et à la réalisation du développement intégral et équitable pour l'ensemble des Tunisiens et l'ensemble des régions.

Tunis, le 27 décembre 2010

Alliance pour la Citoyenneté et l'Egalité (Coalition formée d'indépendants, du Mouvement etajdid, du Forum pour le Travail et les Libertés Démocratiques, du Courant Réforme et Développement et du Parti du Travail Patriotique et Démocratique)